



NOUS NE LACHERONS PAS !

Le 23 novembre 2010 est le prochain rendez-vous proposé à l'ensemble de la population (salariés, chômeurs, jeunes, retraités,...) pour exprimer ensemble leur rejet de la loi de la réforme des retraites promulguée frénétiquement dans la nuit du 9 novembre et leur exigence d'ouverture de négociations sur les propositions alternatives. Les organisations syndicales, en fixant ce nouveau rendez-vous, entendent « maintenir la pression » sur le gouvernement et prolonger le mouvement social multiforme et intergénérationnel en cours.

Le président de la République s'entête en imposant une loi jugée injuste et inefficace par 70 % des français. **Il ne doit pas mettre fin à la retraite à 60 ans, entraînant par là même des difficultés supplémentaires à l'accès des jeunes sur le marché du travail. Ce serait près d'un million d'emplois qui leur deviendraient ainsi inaccessibles** dans les années à venir, comme l'ont bien compris les lycéens et les étudiants qui se sont mobilisés en nombre ces dernières semaines.

Selon une étude de l'APEC (Association pour l'emploi des cadres) le taux d'emploi des jeunes diplômés de la génération 2009, huit mois après sa sortie du système éducatif, atteint 64 %. Contre 68 % pour la génération de 2008 et 77 % pour celle de 2007. La proportion de CDI est également en baisse, passant de 54 % en 2008 à 47 % en 2009, pour ceux qui ont la chance de trouver un emploi.

Cette loi de réforme des retraites reste inacceptable et accentue les inégalités et la discrimination envers les femmes.

Madame Parisot, la véritable marraine de cette réforme et présidente du Medef, est pressée de « passer à autre chose ». On la comprend puisqu'elle obtient avec la promulgation de la loi satisfaction sur toute la ligne.

On sait ce que signifie « passer à autre chose » pour le Medef : ce serait en fait revenir à la charge sur les allègements de cotisations sociales, par exemple dans le cadre des négociations sur les retraites complémentaires qui vont bientôt s'ouvrir, et la simplification du Code du Travail mais aussi sur la casse de la sécurité sociale et du service public.

Prolonger l'action engagée pour obtenir des négociations avec le gouvernement, pour rejeter une loi par une grande majorité de salariés, serait du même coup dire haut et fort au Medef et aux employeurs que les salariés n'ont aucune envie d'être jour après jour sacrifiés sur l'autel de la compétitivité. Pas plus que les plans d'austérité qui, en France et partout en Europe, enfoncent l'économie européenne dans la crise, la poursuite des politiques qui sacrifient l'emploi, les salaires et la protection sociale ne constituent pas des choix acceptables pour les salariés.

L'intersyndicale (CFDT, CGT, FSU, Solidaire, SUD, UNSA) du Territoire de Belfort appelle à la grève et à une manifestation

**LE 23 NOVEMBRE 2010 A 10 H DEVANT LA
MAISON DU PEUPLE**

**de grande ampleur pour obtenir le retrait de cette loi injuste et des
négociations avec le gouvernement.**

D'autres alternatives sont possibles avec une autre distribution des richesses.

Nous devons nous battre pour une société meilleure et plus juste pour tous, pour nos jeunes, pour nos retraites, pour l'emploi, pour nos salaires, nos conditions de travail et nos services publics.

**A L'ISSUE DE LA MANIFESTATION DEVANT LA PREFECTURE UN
PIQUE-NIQUE TIRE DU SAC EST ORGANISE**